TECHNICIENS ET QUOTAS

Face aux problèmes européens des quotas, les techniciens de l'audiovisuel. Stéphane Pozderec, Délégué



Général du SNTPC (Syndicat National des Techniciens de la Production Cinématographique et de Télévision Audiovisuel) n'hésite pas à trancher sur la confusion ambiante, par ses commentaires et ses propositions

Le Professionnel du Spectacle: Quel est actuellement le problème numéro un des techniciens de la télévision et de l'audiovisuel ?

Stéphane Pozderec: C'est le problème européen, celui de la télévision sans frontières. Le pouvoir a tranché en passant au-dessus des têtes des fédérations, a imposé des règles qui conduiront la France mais aussi tous les pays européens où l'expression cinématographique sera réduite à un ghetto, à être dépendante du sponsoring et du mécénat, qu'il soit privé ou public.

PS: Mais il existe toujours des quotas au plan national...

SP: Oui mais regardez la 5: elle fait *Voisin voisine* à raison d'une heure par jour. Leur conception n'est pas d'investir dans un produit pour la vente à l'étranger mais pour répondre au moindre coût à la règle des quotas. L'explication est simple: tant que les opérateurs de télévision pourront s'alimenter librement sur le marché international de la production et doubler toutes les oeuvres étrangères,ils auront un audimat toujours correct, étant donné que ces oeuvres sont toujours très bien faites; tant que cette possibilité existera pour les opérateurs, il est évident qu'ils achèteront là-bas car les Etats-Unis pourront toujours vendre moins cher que ce que nous pourront produire ici

PS: Les Américains n'acceptent pas la politique du doublage...

SP: De plus ils ont un marché sur lequel ils rentabilisent leur production. La production internationale représente moins de 4% sur leur marché. Supposant qu'en France *Dallas* soit sous-titré au lieu d'être doublé: il est évident que l'audimat risque de chuter dans des proportions considérables. Dans ces conditions, puisque les publicitaires sont les clients des sociétés de télévision, il faudrait réorienter les investissements vers les produits nationaux. D'où la question des quotas, étant donné que les règles entre les pays de l'Europe et les Etats-Unis sont faussées: on ne vend pas, on ne diffuse pas, on ne produit pas la même chose...

PS: La notion de "préférence communautaire" n'est-elle pas un handicap ?

SP: En effet. Est-ce que nous voyons des images du Portugal, de la Hollande, de l'Allemagne ? Très peu. Nous sommes nourris essentiellement d'images d'outre-Atlantique.

PS: Pour éviter toute politique protectionniste, quelles solutions envisageriez-vous ?

SP: Il faudrait jouer, par exemple, sur les quotas de doublage: la première année, 50% des oeuvres; puis, progressivement resserrer ce quota... Cela pourrait être aussi une taxation: les télévisions diffusant des oeuvres outre-atlantique auraient une pénalité proportionnelle qui tomberait dans le fonds audiovisuel...

PS: En attendant une solution au niveau des quotas, n'existe-t-il pas d'autres problèmes urgents ?

SP: Si, et toujours en relation avec l'Europe. Comme la tendance naturelle des sociétés est de réaliser au moindre coût, beaucoup de productions françaises vont tourner à l'étranger: c'est le cas du film de Toscan du Plantier en Yougoslavie ou de celui de Rappeneau en Hongrie...

PS: On pourrait vous rétorquer que sans ces choix de tels films de ne se feraient pas...

SP: D'abord, en France, le marché est entretenu par l'investissement, et si l'on commence à abuser de cette pratique, la majorité des Français n'aura plus de revenus et ne pourra plus aller au cinéma... Ensuite, ce système introduit une concurrence déloyale entre les producteurs français. Enfin, on ne peut retenir le critère économique, sinon tous les films iraient se faire en Hongrie, sous prétexte que les coûts y sont plus faibles...

PS: Y-a-il un message que vous aimeriez faire passer aux techniciens ?.

SP: Nous souhaiterons dire à nos adhérents que c'est leurs prédécesseurs qui leur ont obtenu un certain nombre de règles et de droits: le syndicat est en effet à l'origine du fonds de soutien et de l'avance sur recettes qui, sur le plan économique, sont deux atouts décisifs de notre cinéma. Nous souhaiterions ainsi que les techniciens soient tous unis ensemble pour conserver leurs acquis, qui sont actuellement remis en cause. Dans tous les pays d'Europe ou presque , les techniciens représentent la dernière tête de pont et, si nous agissons tous ensemble, nous tiendrons.

Pierre-Philippe BAUDEL

Syndicat National des Techniciens de la Production Cinématographique et de Télévision (Audiovisuel)
10 rue de Trétaigne 75018
PARIS Tél: 42 55 82 66